



Infomat

Revue hebdomadaire

Le vendredi 16 février 2001

APERÇU

◆ Peu de changement dans l'emploi global en début d'année

Après cinq mois de forte croissance, l'emploi est demeuré pratiquement inchangé en janvier. Le taux de chômage a légèrement augmenté de 0,1 point pour se situer à 6,9 %.

◆ Meilleurs résultats en 11 ans pour la construction résidentielle et non résidentielle

Les municipalités ont délivré pour 37,7 milliards de dollars de permis de construction en 2000, valeur qui n'a été dépassée qu'une seule fois auparavant. Les secteurs résidentiel et non résidentiel ont enregistré leurs meilleurs résultats annuels depuis le sommet de 1989.

◆ Les ventes des grands détaillants sont en progression

En novembre, les ventes des grands détaillants ont progressé de 7,9 % par rapport à novembre 1999. Les ventes de vêtements, de chaussures et d'accessoires ont connu une solide augmentation après une période moins éclatante remontant au quatrième trimestre de 1999.

◆ Moins d'étudiants suivent une formation préparatoire ou spéciale à temps plein

La baisse de 10,1 % du nombre d'étudiants inscrits aux programmes de formation préparatoire ou spéciale en 1997-1998 a été à l'origine du recul du nombre total d'inscriptions à temps plein à un programme de formation professionnelle ou de formation préparatoire ou spéciale.

◆ Les dépenses culturelles augmentent pour la première fois en cinq ans

Les dépenses publiques totales consacrées à la culture ont augmenté en 1998-1999, après quatre années consécutives de décroissance. Les dépenses des administrations fédérale, provinciales et territoriales ont progressé, tandis que celles des municipalités ont diminué.

◆ Les ventes de films et de vidéos atteignent un sommet inégalé

Les distributeurs de films et de vidéos ainsi que les grossistes en vidéos ont effectué plus de ventes au Canada et à l'étranger en 1998-1999 que jamais auparavant. Les recettes ont totalisé 2,1 milliards de dollars, en hausse de 16 % par rapport à 1997-1998.

Peu de changement dans l'emploi global en début d'année

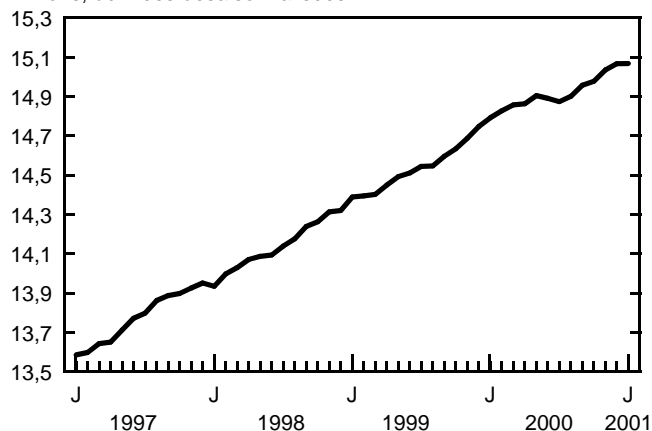
À la suite de cinq mois de forte progression, l'emploi est demeuré pratiquement inchangé en janvier. La hausse de 20 000 emplois à temps partiel a été annulée par une baisse similaire du nombre d'emplois à temps plein. Le taux de chômage a légèrement augmenté de 0,1 point pour se situer à 6,9 %.

L'emploi chez les femmes adultes (25 ans et plus) n'a pas varié en janvier, une hausse de l'emploi à temps partiel ayant été effacée par une baisse similaire de l'emploi à temps plein. L'emploi est aussi demeuré inchangé chez les hommes adultes et chez les jeunes (15 à 24 ans). La faible baisse de la participation au marché du travail chez les jeunes a fait diminuer leur taux de chômage à 12,1 %, en baisse de 0,4 point.

En janvier, le nombre d'employés dans le secteur privé s'est accru de 37 000, ce qui s'inscrit dans la forte tendance à la hausse du nombre d'employés observée en 2000. Cependant, le nombre de travailleurs indépendants a chuté de 48 000, continuant de refléter la faiblesse du travail indépendant qui a eu lieu l'an dernier. Par ailleurs, le nombre d'employés du secteur public a légèrement augmenté de 13 000 en janvier.

Nombre d'emplois

Millions, données désaisonnalisées



(suite à la page 2)



... Peu de changement dans l'emploi global en début d'année

Le commerce, qui est la branche d'activité employant le plus grand nombre de personnes avec celle de la fabrication, a connu une hausse de l'emploi en janvier (+21 000). L'emploi a également progressé dans la branche de la santé et des services sociaux (+21 000). Dans la branche des ressources naturelles, le nombre d'emplois s'est accru de 5 000, ce qui a annulé en partie la baisse de décembre. Dans cette branche, l'emploi demeure à peu près à son niveau actuel depuis mai 2000.

L'emploi dans la branche de la gestion d'entreprises, les services administratifs et les autres services de soutien a chuté de 28 000 en janvier, ce qui s'ajoute aux pertes de décembre. Dans la branche de la fabrication, l'emploi a fléchi de 9 000, après avoir progressé au cours des trois mois précédents.

L'Ontario a maintenu sa performance des quatre dernières années, enregistrant une augmentation de 16 000 emplois en janvier, tous à temps plein. Le taux de chômage a diminué légèrement de 0,3 point pour s'établir à 5,7 %. Au Québec, l'emploi n'a presque pas varié. La participation au marché du travail s'est accrue de 29 000, portant le taux de chômage à 8,6 %, en progression de 0,6 point.

En Saskatchewan, 4 000 emplois se sont ajoutés en janvier, effaçant en partie la baisse de décembre. En raison d'une croissance de la population active (+6 000), le taux de chômage s'est accru de 0,3 point, pour se fixer à 5,6 %. En Colombie-Britannique, l'emploi a chuté de 30 000; cette baisse a surtout été concentrée dans le secteur des services. Environ deux tiers du recul de l'emploi global était attribuable au travail indépendant.

Au Nouveau-Brunswick, une progression de 3 000 emplois, accompagnée d'une hausse similaire de la population active, a fait en sorte que le taux de chômage est demeuré inchangé à 10,0 %. En Nouvelle-Écosse, l'emploi a diminué de 9 000, retournant à son niveau d'août 2000 après quatre mois consécutifs

Information complémentaire sur l'assurance-emploi

En novembre (plus récent mois de données disponibles), le nombre de Canadiens (non désaisonnalisés) recevant des prestations ordinaires d'assurance-emploi s'est établi à 419 380, en baisse de 7,4 % par rapport à novembre 1999. Ce nombre a régressé dans toutes les provinces et tous les territoires, à l'exception de la Nouvelle-Écosse et du Nunavut. Le montant des prestations ordinaires versé (désaisonnalisé) a augmenté de 4,6 % par rapport à octobre pour se chiffrer à 614,3 millions de dollars, alors que le nombre de demandes reçues s'est accru de 4,4 % pour atteindre 221 560.

Statistique Canada et Développement des ressources humaines Canada sont en train de corriger une sous-estimation survenue dans le calcul du nombre de bénéficiaires d'assurance-emploi pour la période de janvier 1997 à avril 2000. Entre-temps, les utilisateurs ne doivent faire aucune comparaison entre ces données et toutes séries mensuelles et chronologiques déjà diffusées. Pour plus de renseignements, communiquez avec Justin Lacroix au (613) 951-4090 (télécopieur : (613) 951-4087; courriel : travail@statcan.ca), Division de la statistique du travail.

de croissance. Le taux de chômage a augmenté de 0,9 point pour se chiffrer à 9,8 %. La situation de l'emploi a peu changé dans les autres provinces en janvier.

Le résumé plus détaillé **Information population active** (Internet : 71-001-PIB, 8 \$ / 78 \$; papier : 71-001-PPB, 11 \$ / 103 \$), pour la semaine se terminant le 20 janvier 2001, est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec Vincent Ferrao au (613) 951-4750 ou avec Jacques Ouellet au (613) 951-4168, Division de la statistique du travail. (Voir aussi les « Tendances actuelles » à la page 9.)

Enquête sur la population active, janvier 2001

Données désaisonnalisées¹

	Population active		Emploi		Chômage	
	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Variation mensuelle en %	Milliers	Taux (%)
Canada	16 180,6	0,1	15 067,4	0,0	1 113,2	6,9
Terre-Neuve	246,8	-0,7	206,6	0,9	40,2	16,3
Île-du-Prince-Édouard	73,7	-0,4	65,1	-0,3	8,6	11,7
Nouvelle-Écosse	461,4	-1,3	416,4	-2,2	45,0	9,8
Nouveau-Brunswick	379,1	0,9	341,2	0,9	37,8	10,0
Québec	3 782,4	0,8	3 457,3	0,2	325,1	8,6
Ontario	6 337,6	-0,1	5 976,4	0,3	361,1	5,7
Manitoba	585,5	0,1	558,6	0,4	26,9	4,6
Saskatchewan	512,2	1,2	483,4	0,9	28,8	5,6
Alberta	1 704,9	0,6	1 619,9	0,4	85,0	5,0
Colombie-Britannique	2 097,1	-1,2	1 942,5	-1,5	154,7	7,4

1. Les données s'appliquent aux hommes et aux femmes âgés de 15 ans et plus.

Meilleurs résultats en 11 ans pour la construction résidentielle et non résidentielle

Les municipalités ont délivré pour 37,7 milliards de dollars de permis de construction en 2000, valeur qui n'a été dépassée qu'une seule fois auparavant. Les secteurs résidentiel et non résidentiel ont l'un et l'autre enregistré leurs meilleurs résultats annuels depuis le sommet de 1989, lorsque la valeur totale des permis avait atteint 40,0 milliards de dollars.

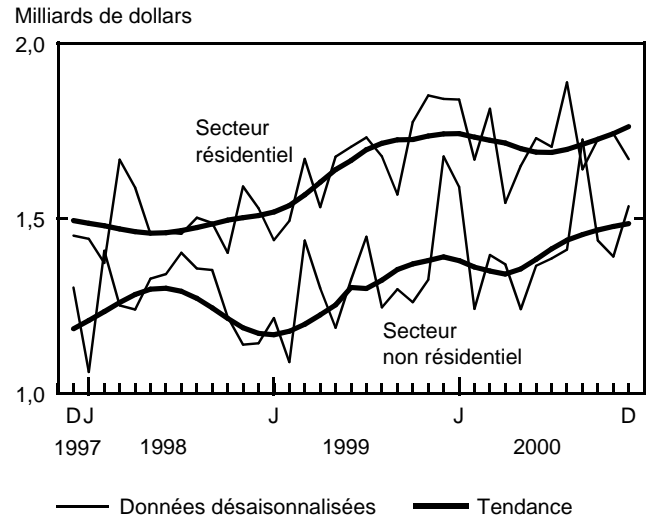
Parmi les régions métropolitaines de recensement, la hausse la plus marquée de la valeur des permis a été observée dans la région d'Ottawa, où le manque de locaux à bureaux et la forte demande de logements unifamiliaux neufs a propulsé les projets de construction. Les régions de Calgary et de Montréal suivaient, grâce à l'activité soutenue dans le secteur non résidentiel.

La construction de logements unifamiliaux a valu une excellente année au secteur résidentiel, dont la valeur des permis a atteint 20,6 milliards de dollars, en hausse de 3,3 % par rapport à 1999. Les municipalités ont délivré pour 15,0 milliards de dollars de permis de logements unifamiliaux, ce qui représente une croissance de 5,2 % comparativement à 1999. Cependant, les projets de logements multifamiliaux se sont repliés de 1,5 % pour se situer à 5,6 milliards de dollars.

Les facteurs qui ont probablement contribué aux solides résultats du secteur de l'habitation en 2000 sont le niveau élevé d'emplois à temps plein, la croissance soutenue du revenu disponible, la faiblesse et la stabilité des taux hypothécaires et l'accroissement de l'immigration.

À l'échelon provincial, la hausse de loin la plus importante en dollars a eu lieu en Ontario. Cette province a représenté plus des quatre cinquièmes de la croissance globale du secteur de l'habitation en 2000. Le Québec et l'Alberta ont aussi connu des augmentations appréciables. Par contre, la Colombie-Britannique a affiché la plus forte baisse dans le secteur résidentiel, laquelle représente la quatrième en autant d'années.

Valeur des permis de construction



Du côté du secteur non résidentiel, la valeur des permis de construction a grimpé de 8,1 % en 2000, pour s'établir à 17,1 milliards de dollars. Cette hausse représente plus du double de celle enregistrée en 1999. La croissance annuelle du secteur est en grande partie attribuable à la composante commerciale, dont les projets se sont accrus de 8,8 % pour atteindre 9,2 milliards de dollars, valeur qui n'a été dépassée qu'une seule fois auparavant. L'activité venait surtout des projets de construction pour le commerce et les services ainsi que pour les immeubles à bureaux.

Dans le cas de la composante industrielle, les projets de construction ont atteint 4,0 milliards de dollars en 2000, en hausse de 11,3 % par rapport à 1999. Les nouvelles usines situées près de l'autoroute 407 dans la région métropolitaine de Toronto ont été un grand facteur à l'origine de cette croissance. Le taux d'utilisation de la capacité industrielle le plus élevé en plus de

Permis de construction, 2000

Données désaisonnalisées

	Total		Permis résidentiels		Permis non résidentiels	
	Millions de dollars	Variation annuelle en %	Millions de dollars	Variation annuelle en %	Millions de dollars	Variation annuelle en %
Canada	37 701,4	5,4	20 612,7	3,3	17 088,7	8,1
Terre-Neuve	312,0	2,9	192,9	27,7	119,1	-21,6
Île-du-Prince-Édouard	110,0	-22,0	63,5	-8,6	46,5	-35,0
Nouvelle-Écosse	912,2	0,6	517,3	8,5	394,9	-8,2
Nouveau-Brunswick	484,9	0,8	268,7	-2,0	216,2	4,4
Québec	6 453,5	8,7	3 264,2	5,1	3 189,4	12,5
Ontario	17 912,7	6,9	10 363,4	5,4	7 549,3	9,0
Manitoba	896,2	1,9	375,7	3,1	520,5	1,0
Saskatchewan	644,8	-10,7	256,4	-5,2	388,4	-13,9
Alberta	5 376,7	12,0	2 886,2	4,4	2 490,5	22,3
Colombie-Britannique	4 478,0	-4,6	2 379,2	-8,2	2 098,7	-0,3
Yukon	55,7	14,1	14,5	-19,7	41,2	34,1
Territoires du Nord-Ouest	22,8	-44,8	10,0	-14,5	12,8	-56,7
Nunavut	41,9	-15,0	20,7	-18,7	21,3	-11,0

Note : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

(suite à la page 4)

... Meilleurs résultats en 11 ans pour la construction résidentielle et non résidentielle

25 ans dans le secteur manufacturier et la baisse de la disponibilité d'espace industriel ont également joué un rôle. Pour sa part, la composante institutionnelle a connu une modeste progression de 3,1 %, qui l'a fait passer à 3,8 milliards de dollars, en raison de hausses du côté des établissements de services sociaux et des immeubles administratifs gouvernementaux.

À l'échelon provincial, la croissance en dollars la plus marquée en 2000 dans le secteur non résidentiel a eu lieu en Ontario et en Alberta. Alors que les composantes industrielle et institutionnelle ont joué un rôle déterminant en Ontario, l'augmentation en Alberta tient surtout à la composante commerciale. À l'opposé, la Saskatchewan a accusé le recul le plus important, en raison surtout de baisses dans les composantes institutionnelle et industrielle.

En décembre, les municipalités ont délivré pour 3,2 milliards de dollars de permis de construction, soit 2,3 % de plus qu'en novembre. La progression des projets de construction non résidentielle a plus que compensé le recul observé dans le secteur résidentiel. Des hausses appréciables de la valeur des permis de construction industrielle et institutionnelle ont valu au secteur non résidentiel une robuste croissance de 10,4 %. Par contre, la valeur des permis résidentiels a régressé de 4,2 %, conséquence de la baisse de la construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux.

*Le numéro de décembre 2000 de **Permis de bâtir** (Internet : 64-001-XIB, 19 \$ / 186 \$) vient de paraître. Pour des renseignements généraux, communiquez avec Vere Clarke au (613) 951-6556 (courriel : clarver@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Étienne Saint-Pierre au (613) 951-2025 (courriel : saineti@statcan.ca), Division de l'investissement et du stock de capital.*

Les ventes des grands détaillants sont en progression

Les ventes des grands détaillants ont totalisé 7,1 milliards de dollars en novembre, en hausse de 7,9 % par rapport à novembre 1999. Toutes les principales gammes de produits ont enregistré une augmentation d'une année à l'autre. (Les données ne sont pas désaisonnalisées.)

Ce sont les ventes d'articles de santé et de soins personnels qui ont le plus augmenté en novembre, ayant grimpé de 14,1 %. Cette hausse a été alimentée par les ventes d'articles de toilette et d'autres articles de soins personnels (+23,4 %) et de médicaments d'ordonnance (+19,3 %). Les ventes de médicaments en vente libre ont progressé plus faiblement (+6,8 %), tandis que les ventes de produits cosmétiques et de parfums ont fléchi (-2,9 %).

Les ventes de la catégorie des autres biens et services venaient au deuxième rang en novembre, ayant crû de 13,0 %. La hausse

du prix de l'essence a continué de propulser les ventes de carburants, d'huiles et d'additifs pour véhicules automobiles (+36,7 %). Les ventes de services (sans les réparations d'automobiles) et les ventes de nourriture pour animaux de compagnie ont aussi été robustes.

Les ventes de vêtements, de chaussures et d'accessoires ont connu une solide hausse de 8,0 % en novembre, après une période de résultats moins éclatants remontant au quatrième trimestre de 1999. Les ventes ont augmenté de 10 % ou plus dans le cas des chaussures, des vêtements de dessus et accessoires de mode pour hommes et pour femmes ainsi que dans le cas des bas pour femmes. Les ventes de complets, de vestons sport et de blazers pour hommes sont demeurées relativement inchangées. On a enregistré une baisse des ventes pour ce qui est des robes et des tailleurs (-9,6 %) ainsi que des bijoux et des montres (-6,2 %).

Dans la catégorie des articles de sport et de loisirs, les ventes ont progressé de 6,8 % d'une année à l'autre en novembre. La faible augmentation de 2,9 % des ventes d'articles de loisirs a fait contrepoids à la forte hausse de 20,6 % des ventes d'articles de sport. À l'exception de l'équipement et des accessoires de golf (-5,0 %), tous les types d'articles de sport ont connu des hausses marquées de leurs ventes, notamment la catégorie des autres articles de sport, l'équipement de ski et l'équipement d'exercice et de conditionnement physique.

Les ventes d'articles d'ameublement et d'appareils électroniques ont été en hausse de 5,3 % par rapport à novembre 1999. Les ventes de meubles se sont accrues de 13,6 %, et la demande des consommateurs pour le matériel audio-vidéo, les téléphones et autres appareils électroniques a fait progresser les ventes d'appareils électroniques de 8,2 %. De leur côté, les ventes d'appareils ménagers ont crû de 4,8 %. Enfin, le recul des ventes d'objets d'art et d'autres produits de décoration pour la maison a contribué à la baisse de 2,8 % des ventes d'articles d'ameublement.

Pour obtenir des données ou des renseignements généraux, communiquez avec les Services à la clientèle au (613) 951-3549 ou composez sans frais le 1 877 421-3067 (courriel : detaillantsinfo@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques, communiquez avec Denis Fournier au (613) 951-0096, Division de la statistique du commerce.

Ventes des grands détaillants

Données non désaisonnalisées

	Novembre 1999	Novembre 2000	Novembre 1999 à novembre 2000
	Millions de dollars		Variation en %
Ensemble des produits	6 598	7 116	7,9
Aliments et boissons	2 008	2 150	7,1
Vêtements, chaussures et accessoires	1 426	1 540	8,0
Articles d'ameublement et appareils électroniques	1 093	1 151	5,3
Articles de santé et de soins personnels	485	553	14,1
Articles et fournitures pour la maison	308	323	5,1
Articles de sport et de loisirs	406	434	6,8
Quincaillerie et produits pour pelouse et jardin	205	211	3,4
Autres biens et services	667	754	13,0

Moins d'étudiants suivent une formation préparatoire ou spéciale à temps plein

En 1997-1998, il y avait 250 022 étudiants inscrits à temps plein à un programme de formation professionnelle ou de formation aux métiers ou à un programme de formation préparatoire ou spéciale dans un collège communautaire canadien. Ce nombre était en baisse de 4,4 % par rapport à 1996-1997.

Effectifs à temps plein des programmes de formation professionnelle ou de formation aux métiers et des programmes de formation préparatoire ou spéciale

	1996-1997	1997-1998	1996-1997 à 1997-1998
	Nombre d'inscriptions		Variation en %
Effectifs totaux	261 396	250 022	-4,4
Effectifs selon le type de formation			
Formation préparatoire ou spéciale	125 286	112 626	-10,1
Formation professionnelle ou aux métiers	136 110	137 396	0,9
Effectifs selon le domaine d'études			
Arts	8 368	8 789	5,0
Affaires et commerce	28 279	28 825	1,9
Génie et sciences appliquées	79 397	79 627	0,3
Sciences de la santé et sciences connexes	6 310	6 126	-2,9
Sciences naturelles et industries primaires	7 639	8 266	8,2
Sciences et services sociaux	5 959	5 489	-7,9
Autres domaines	158	274	73,4

La diminution de 10,1 % du nombre d'étudiants inscrits aux programmes de formation préparatoire ou spéciale a été à l'origine de la baisse du nombre total d'inscriptions. Le nombre d'inscriptions aux programmes et aux cours de formation préparatoire ou spéciale a tendance à augmenter en période de ralentissement économique et à diminuer en période de croissance de l'économie et de la population active. (Ces programmes visent principalement à transmettre des compétences en milieu de travail et à augmenter l'aptitude au travail des personnes sur le point de devenir membres de la population active, pour la première fois ou non. Il peut par exemple s'agir de cours de perfectionnement, de formation linguistique ou de méthode de recherche d'emploi.)

En revanche, le nombre d'inscriptions aux programmes de formation professionnelle et de formation aux métiers a légèrement augmenté de 0,9 % en 1997-1998. (Ces programmes visent à transmettre des compétences de travail de base menant à un programme de formation professionnelle ou à un programme d'apprentissage.)

La plus forte concentration d'inscriptions aux programmes de formation professionnelle et de formation aux métiers se trouvait en génie et sciences appliquées et en affaires et commerce. Bien qu'on ait enregistré une hausse du nombre d'inscriptions dans la plupart des domaines d'études en 1997-1998, le nombre d'inscriptions en sciences de la santé et sciences connexes ainsi qu'en sciences et services sociaux a accusé une légère baisse.

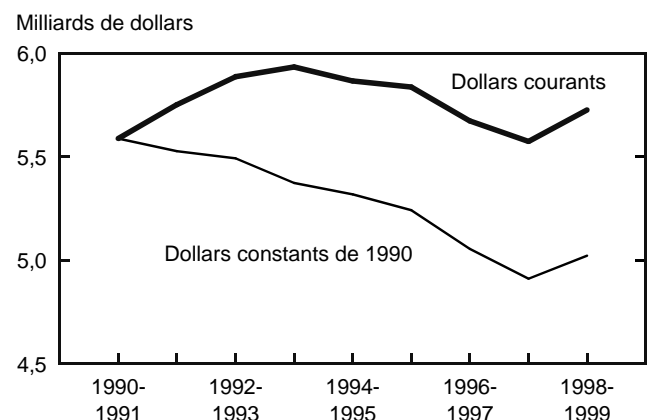
Pour obtenir plus de renseignements sur les inscriptions à temps plein aux programmes de formation professionnelle et de formation aux métiers ainsi qu'aux programmes de formation préparatoire et spéciale, communiquez avec Sharon-Anne Borde au (613) 951-1503 (télécopieur : (613) 951-9040; courriel : bordsha@statcan.ca). Pour des renseignements analytiques au sujet du présent article, communiquez avec Bernard Bourgoïn au (613) 951-1506 (télécopieur : (613) 951-6765; courriel : bourber@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.

Les dépenses culturelles augmentent pour la première fois en cinq ans

Les dépenses publiques totales consacrées à la culture ont augmenté pour l'exercice 1998-1999, après quatre années consécutives de décroissance. Les trois ordres d'administration publique ont consacré environ 5,7 milliards de dollars à tout ce qui touche la culture. En dollars constants (ajustés pour tenir compte de l'inflation), les dépenses se sont accrues de 2,3 % par rapport à 1997-1998, ce qui représente la première augmentation réelle depuis 1990-1991. En dollars courants, elles ont augmenté de 2,7 %.

Les dépenses des administrations fédérale, provinciales et territoriales ont progressé, tandis que celles des municipalités ont fléchi. Il s'agit d'un renversement de la tendance observée pendant la plus grande partie des années 1990, où les municipalités avaient accru leurs dépenses culturelles, alors que les autres ordres d'administration les avaient diminuées.

Dépenses publiques totales au chapitre de la culture



(suite à la page 6)

... Les dépenses culturelles augmentent pour la première fois en cinq ans

Le gouvernement fédéral a dépensé 2,8 milliards de dollars pour la culture en 1998-1999, soit 5,9 % de plus que l'année précédente. Cette hausse a mis un terme aux baisses observées depuis le début des années 1990. Les budgets des ministères et les budgets de fonctionnement représentaient 73 % du budget culturel fédéral total. Les hausses en pourcentage les plus élevées des budgets de fonctionnement fédéraux ont été enregistrées à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick et au Québec, en raison surtout de l'augmentation des dépenses pour la radio-diffusion. Les reculs les plus marqués sont survenus en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve, à cause de la baisse des dépenses pour les activités patrimoniales.

Les subventions, les contributions et autres transferts du gouvernement fédéral aux artistes et aux organismes culturels ont connu une progression de 15,3 % pour atteindre 513,2 millions de dollars. Il s'agit de la troisième année consécutive de croissance après trois années d'affilée de décroissance. Les secteurs qui ont bénéficié le plus de la hausse ont été les activités patrimoniales, les arts d'interprétation et la radiodiffusion.

Les dépenses fédérales en capital se sont établies à 259,1 millions de dollars, ayant grimpé de 20,8 %, après avoir diminué durant les trois années précédentes. Ces dépenses ont progressé en grande partie en raison des sommes consacrées aux parcs naturels en Colombie-Britannique et aux installations de production en radiodiffusion, situées pour la plupart au Québec et en Ontario.

Pour ce qui est des dépenses provinciales et territoriales, elles ont connu leur première augmentation en six ans. Les provinces et les territoires ont dépensé 1,9 milliard de dollars, en hausse de 9,0 % par rapport à 1997-1998. Leur plus gros poste de dépenses a été le budget de fonctionnement des ministères, qui a totalisé 673,0 millions de dollars, en hausse de 2,6 %. Cette augmentation s'explique en grande partie par la hausse des dépenses dans le

Note aux lecteurs

Le présent article comprend les résultats de l'exercice allant du 1^{er} avril 1998 au 31 mars 1999. Les données municipales sont fondées sur un échantillon de municipalités pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 1998. Sauf indication contraire, toutes les valeurs sont exprimées en dollars courants, sans rajustement pour tenir compte de l'inflation.

secteur du patrimoine en Ontario, en Alberta et au Nouveau-Brunswick.

Les dépenses pour les bibliothèques venaient au deuxième rang des dépenses provinciales et territoriales au chapitre de la culture. Elles se sont élevées de 4,2 % pour se chiffrer à 668,6 millions de dollars, après plusieurs années de décroissance. Environ le quart de ces dépenses ont consisté en transferts aux administrations municipales.

Pour leur part, les dépenses des municipalités en matière de culture ont régressé de 7,9 %, pour s'établir à 1,4 milliard de dollars. Il s'agit de la première baisse marquée des dépenses en 14 ans. Les budgets de fonctionnement des bibliothèques, qui représentaient environ les quatre cinquièmes du budget total des municipalités pour la culture, ont reculé de 4,3 %. Les municipalités du Québec ont enregistré la plus forte baisse des dépenses culturelles, suivies de celles de l'Ontario. Les dépenses municipales ont augmenté en Alberta, en Saskatchewan et en Nouvelle-Écosse.

*Certaines données tirées de l'Enquête sur les dépenses publiques au titre de la culture sont maintenant offertes en tableaux dans **Dépenses publiques au titre de la culture, 1998-1999** (papier : 87F0001XPB, 50 \$). Pour commander des totalisations courantes ou spéciales ou pour plus de renseignements, communiquez avec Norman Verma au (613) 951-6863 (télécopieur : (613) 951-9040; courriel : vermnor@statcan.ca), Programme de la statistique culturelle.*

Les ventes de films et de vidéos atteignent un sommet inégalé

Les fortes ventes au Canada de vidéos et de films étrangers et la croissance continue des ventes à l'étranger de productions canadiennes se sont traduites par des recettes records de 2,1 milliards de dollars en 1998-1999 pour les distributeurs de films et de vidéos et les grossistes en vidéos du pays. Il s'agit d'une hausse de 16 % par rapport à 1997-1998. Cependant, en raison de l'augmentation des coûts de fonctionnement, les profits ont diminué tant en valeur absolue qu'en pourcentage des recettes totales. Ils se sont chiffrés à 305,0 millions de dollars, représentant 14 % des recettes totales, comparativement à 18 % en 1997-1998.

La valeur totale des ventes à l'étranger s'est établie à 185,5 millions de dollars en 1998-1999, un chiffre en hausse de 40 % par rapport à l'année précédente et près de deux fois plus élevé qu'en 1994-1995. En particulier, les ventes de films et de vidéos canadiens sur le marché international ont atteint un niveau record de 147,4 milliards de dollars. Ces ventes aux clients étrangers représentaient 56 % des recettes tirées de la distribution de productions à contenu canadien en 1998-1999, comparativement à seulement le tiers au début des années 1990.

Note aux lecteurs

Le présent article présente les résultats d'une enquête menée auprès de 200 entreprises de distribution et de vente en gros de films cinématographiques et de vidéos au Canada. Les vidéos comprennent les vidéocassettes, les vidéodisques et les DVD.

La domination des vidéos et des films étrangers sur le marché intérieur s'est poursuivie en 1998-1999. Les productions étrangères ont constitué 86 % des ventes totales de 821,6 millions de dollars. Cette proportion était cependant inférieure à celle d'environ 90 % qui a été observée durant la majeure partie des années 1990.

Toutefois, dans certains secteurs de l'industrie, la domination étrangère sur le marché intérieur a été encore plus forte. Ainsi, sur le marché commercial (cinémas et ciné-parcs), les films étrangers ont représenté 97 % des recettes de 282,2 millions de dollars touchées par les distributeurs en 1998-1999. En ce qui concerne le marché des vidéocassettes, les productions étrangères ont continué de connaître une grande popularité, représentant 98 %

(suite à la page 7)

... Les ventes de films et de vidéos atteignent un sommet inégalé

des ventes en gros intérieures de 1,0 milliard de dollars. La domination étrangère sur ces marchés pourrait être le résultat du pouvoir des vastes campagnes publicitaires pour le marché commercial.

Bien que les marchés de la télévision générale et de la télévision payante aient été dominés par les productions étrangères, la part des recettes revenant aux produits canadiens sur ces deux marchés s'est accrue considérablement par rapport à 1997-1998. Sur le marché de la télévision générale, la part des productions canadiennes est passée de 16 % à 24 %, alors que sur le marché de la télévision payante, cette même part est passée de 16 % à 21 %. Les recettes totales de ces marchés étaient de 363,1 millions de dollars et de 56,1 millions de dollars respectivement.

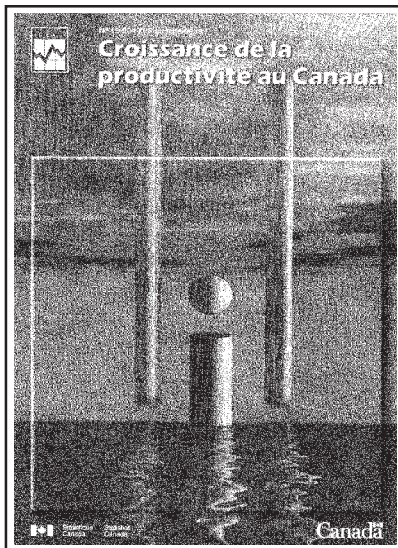
Sur le marché non commercial, qui est surtout constitué de productions pour les établissements d'enseignement, les administrations publiques et les sociétés privées, le contenu canadien est en régression. Les recettes, qui totalisaient 15,7 millions de dollars en 1998-1999, ont diminué de 8 % par rapport à 1997-1998 et de 20 % par rapport à 1994-1995. La part des

produits canadiens sur ce marché est également à la baisse, étant passée de 36 % en 1997-1998 à 23 % en 1998-1999.

Les distributeurs de films et de vidéos et les grossistes en vidéos ont déclaré des dépenses totales de 1,8 milliard de dollars en 1998-1999. Les paiements au chapitre des droits et des redevances représentaient la plus grande partie de ces dépenses, se situant à 659,7 millions de dollars. De ces paiements de droits et de redevances, une part de 11 % visait les films et les vidéos canadiens. Il s'agit de la même proportion qu'en 1997-1998, mais une part inférieure à celle de 13 % observée en 1994-1995. Par ailleurs, les frais relatifs au personnel se sont élevés à 104,7 millions de dollars, en hausse de 25 % par rapport à 1997-1998, ce qui est en grande partie le reflet de la croissance de l'emploi à temps plein dans cette industrie.

Les données de l'Enquête sur la distribution et la vente en gros de films cinématographiques et de vidéos sont offerts sous forme de tableaux (papier : 87F0010XPF, 50 \$). Les chercheurs peuvent obtenir des totalisations spéciales contre recouvrement des coûts. Pour commander des tableaux ou pour plus de renseignements, communiquez avec Fidel Ifedi au (613) 951-1569 (télécopieur : (613) 951-9040; courriel : ifedfid@statcan.ca), Culture, Tourisme et Centre de la statistique de l'éducation.

Nouveautés de Statistique Canada



Croissance de la productivité au Canada 1961 à 1999

La publication *Croissance de la productivité au Canada* est un guide analytique détaillé pour les analystes, les chercheurs, les étudiants et les consultants désireux d'effectuer des recherches dans le domaine des mesures de productivité.

Cette étude inclut un survol des mesures conventionnelles de la croissance de la productivité et les procédures de la construction des données. Elle examine en détail les concepts théoriques sous-jacents et les questions de mesure. Elle illustre aussi comment les mesures de productivité et les indicateurs connexes de performance économique peuvent être utilisés et interprétés. En outre, certaines études empiriques illustrent comment peuvent être utilisées les mesures de productivité. Un chapitre compare la croissance de la productivité au Canada et aux États-Unis basée sur les données antérieures à la récente révision dans le temps effectuée par les comptes nationaux américains.

La publication *Croissance de la productivité au Canada* (Internet : 15-204-XIF, 35 \$; papier : 15-204-XPF, 46 \$) est maintenant en vente. Pour plus de renseignements, communiquez avec John Baldwin au (613) 951-8588 (courriel : baldjoh@statcan.ca), Division des études et de l'analyse microéconomiques.

(suite à la page 8)

Nouveautés de Statistique Canada

L'horizon industriel sur CD-ROM

Février 2001

L'horizon industriel sur CD-ROM présente des données à jour sur plus de 150 branches d'activité de la fabrication et 33 autres branches de la construction, du commerce de gros et du commerce de détail. Ces données sont disponibles pour l'ensemble des 25 secteurs visés ou pour chacun des secteurs séparément.

Pour chaque branche d'activité, jusqu'à 50 variables sont présentées dans la visionneuse de tableaux selon cinq types de tableaux concernant l'offre, la demande, les prix, la main-d'œuvre et l'emploi ainsi que les investissements et les capitaux. La base de données sous-jacente est également accessible à l'aide de l'observatoire de séries pour une analyse plus approfondie des séries chronologiques et des comparaisons entre les branches. Des fonctions de recherche, de création de graphiques, de visualisation, d'exportation et de transformation vous fourniront rapidement et facilement les renseignements précis dont vous avez besoin.

Le numéro de février 2001 de L'horizon industriel sur CD-ROM est maintenant en vente. Le coût d'un abonnement annuel (un CD-ROM par mois) à l'ensemble des 25 secteurs (15F0015XCB) est de 995 \$, ce qui représente une économie de plus de 80 % sur le coût de l'abonnement annuel pour chaque secteur séparément (258 \$). Pour plus de renseignements ou pour obtenir gratuitement un CD-ROM de démonstration, communiquez avec Yolande Chantigny au (613) 951-9163 ou composez sans frais le 1 800 887-9163 (télécopieur : (613) 951-3688; courriel : imad@statcan.ca), Division des mesures et de l'analyse des industries.

Évaluation de la littératie des adultes en Amérique du Nord

1994 à 1998

Publié par Statistique Canada et Développement des ressources humaines Canada et commandé par le département de l'éducation des États-Unis (Office of Vocational and Adult Education), le rapport *Évaluation de la littératie des adultes en Amérique du Nord : étude comparative internationale* définit 10 indicateurs internationaux qui permettent au lecteur de comparer le niveau de littératie des Nord-Américains à ceux d'autres populations. D'après les conclusions de l'ouvrage, les Canadiens se situent à un niveau moyen de littératie, derrière les adultes des pays nordiques et des Pays-Bas, mais à égalité avec ceux des États-Unis, de l'Australie et de l'Allemagne.

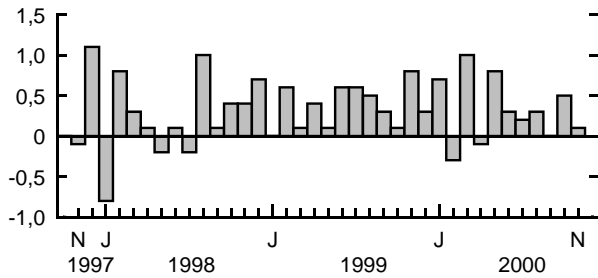
Menée dans 22 pays, l'Enquête internationale sur la littératie des adultes fournit des mesures objectives de la littératie des adultes dans trois domaines de la compréhension de textes : textes suivis, textes schématiques et textes au contenu quantitatif. Ces trois aspects de la compréhension de l'information correspondent aux capacités nécessaires pour bien accomplir des tâches courantes à la maison, au travail et au sein de la collectivité.

Le rapport Évaluation de la littératie des adultes en Amérique du Nord : étude comparative internationale (Internet : 89-572-XIF, gratuit; papier : 89-572-XPF, 10 \$) est maintenant en vente. On peut télécharger ce rapport à partir du site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca, sous « Produits et services », « Publications gratuites », puis « Éducation ». Pour plus de renseignements, communiquez avec Yvan Clermont au (613) 951-3326 (télécopieur : (613) 951-0562), Division des enquêtes spéciales.

Tendances actuelles

Produit intérieur brut

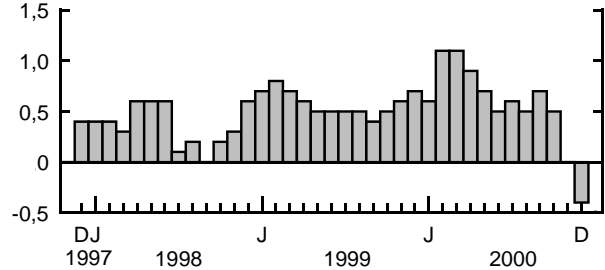
Variation mensuelle en %



En novembre, le produit intérieur brut a peu bougé, en hausse de 0,1 % par rapport à octobre, en raison du ralentissement de la demande nord-américaine de produits automobiles.

Indice composite

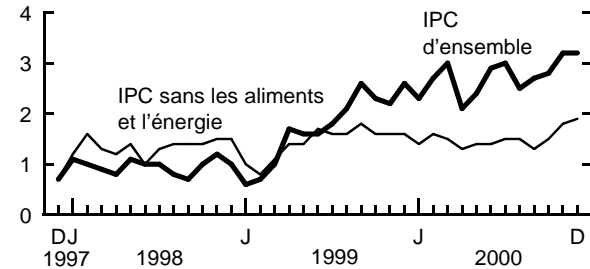
Variation mensuelle en %



L'indicateur avancé a enregistré une baisse de 0,4 % en décembre. Il s'agit de la première diminution à survenir depuis 1995. La moitié du recul s'explique par le marché boursier.

Indice des prix à la consommation

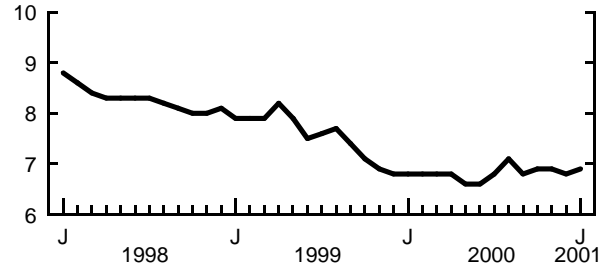
Variation annuelle en %



En décembre, les prix à la consommation de biens et de services étaient supérieurs de 3,2 % à ceux d'il y a un an, tout comme en novembre. Sans les aliments et l'énergie, les prix ont augmenté de 1,9 %.

Taux de chômage

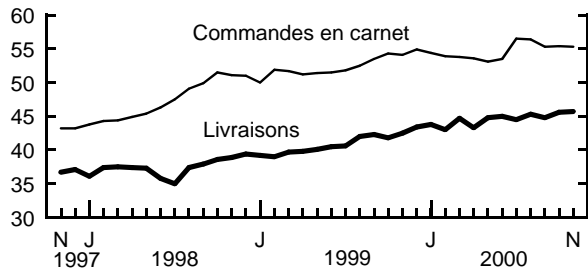
%



En janvier, le taux de chômage a légèrement augmenté de 0,1 point pour se situer à 6,9 %.

Fabrication

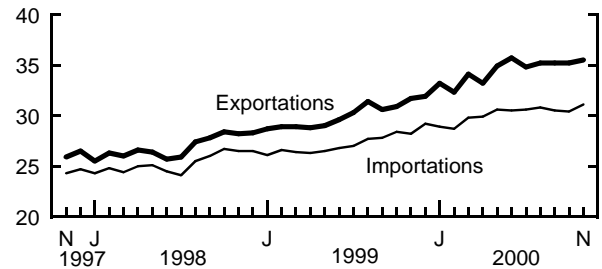
Milliards de dollars



Les livraisons des fabricants ont augmenté de 0,3 % en novembre, pour totaliser 45,7 milliards de dollars. Les commandes en carnet se sont repliées de 0,1 % pour se chiffrer à 55,3 milliards de dollars.

Commerce des marchandises

Milliards de dollars



En novembre, les exportations ont progressé de 0,8 %, pour se fixer à 35,5 milliards de dollars. Les importations ont augmenté près de trois fois plus vite que les exportations pour se situer à 31,1 milliards de dollars, en hausse de 2,2 %.

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception de l'Indice des prix à la consommation.

Dernières statistiques

	Période	Niveau	Variation (période précédente)	Variation (année précédente)
GÉNÉRAL				
Produit intérieur brut (milliards de dollars de 1992)	novembre	797,0	0,1 %	3,7 %
Indice composite (1992 = 100)	décembre	166,6	-0,4 %	7,0 %
Bénéfices d'exploitation des sociétés (milliards de dollars)	3 ^e trim. de 2000	52,6	0,1 %	15,7 %
Taux d'utilisation de la capacité industrielle (%)	3 ^e trim. de 2000	86,9	-0,1 †	1,5 †
DEMANDE INTÉRIEURE				
Ventes au détail (milliards de dollars)	novembre	23,4	0,4 %	6,1 %
Ventes des grands magasins (milliards de dollars)	décembre	1,57	3,3 %	9,8 %
Ventes de véhicules automobiles neufs (milliers d'unités)	décembre*	131,2	2,5 %	-8,9 %
Ventes en gros (milliards de dollars)	novembre	31,7	-0,7 %	2,1 %
EMPLOI				
Personnes occupées (millions)	janvier*	15,07	0,0 %	1,9 %
Taux de chômage (%)	janvier*	6,9	0,1 †	0,1 †
Taux d'activité (%)	janvier*	66,1	-0,1 †	0,4 †
Rémunération hebdomadaire moyenne (dollars)	novembre	632,15	0,5 %	2,9 %
Indice de l'offre d'emploi (1996 = 100)	janvier	177	-2,2 %	4,7 %
COMMERCE INTERNATIONAL				
Exportations de marchandises (milliards de dollars)	novembre	35,5	0,8 %	12,2 %
Importations de marchandises (milliards de dollars)	novembre	31,1	2,2 %	10,1 %
Balance commerciale (tous les chiffres sont en milliards de dollars)	novembre	4,5	-0,4	1,0
FABRICATION				
Livraisons (milliards de dollars)	novembre	45,7	0,3 %	7,5 %
Nouvelles commandes (milliards de dollars)	novembre	45,6	-0,1 %	7,9 %
Commandes en carnet (milliards de dollars)	novembre	55,3	-0,1 %	2,3 %
Ratio des stocks aux livraisons	novembre	1,35	0,01	0,05
PRIX				
Indice des prix à la consommation (1992 = 100)	janvier*	114,7	-0,3 %	3,0 %
Indice des prix des produits industriels (1992 = 100)	décembre	128,9	-0,9 %	3,5 %
Indice des prix des matières brutes (1992 = 100)	décembre	142,8	-7,3 %	6,3 %
Indice des prix des logements neufs (1992 = 100)	décembre*	104,4	0,1 %	2,4 %

Note : Tous les chiffres sont désaisonnalisés à l'exception des indices de prix.

* *Nouveau cette semaine.*

† *Points de pourcentage.*

Infomat

Revue hebdomadaire

Rédactrice en chef : Caroline Olivier, (613) 951-1189; olivcar@statcan.ca.
 Chef, Diffusion officielle : Madeleine Simard, (613) 951-1088; simamad@statcan.ca.

Publié par la Sous-section de la diffusion officielle, Division des communications, Statistique Canada, immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Prix au numéro : version imprimée, 4 \$; version sur Internet, 3 \$. Abonnement annuel : version imprimée, 145 \$; version sur Internet, 109 \$. Les prix sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Abonnements : Envoyez un mandat postal ou un chèque à l'ordre du Receveur général du Canada, Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6, ou commandez par téléphone : au Canada et à l'extérieur du Canada, composez le (613) 951-7277 ou le 1 800 700-1033. Il est également possible d'envoyer un courriel à l'adresse order@statcan.ca.

La diffusion (officielle) de toute information statistique produite par Statistique Canada se fait d'abord dans *Le Quotidien* (www.statcan.ca), qui est disponible dès 8 h 30. *Le Quotidien* présente les faits saillants de nouvelles diffusions de données, de même que les sources, les liens et le nom de personnes-ressources avec qui communiquer pour obtenir de l'information supplémentaire. Il comprend également les calendriers des principaux communiqués à venir et annonce les nouveaux produits et services de Statistique Canada.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2001. Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa (Ontario), Canada, K1A 0T6.

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'« American National Standard for Information Sciences – Permanence of Paper for Printed Library Materials », ANSI Z39.48 – 1984.



Produits diffusés du 8 au 14 février 2001

DOMAINE / Titre du produit	Période	Numéro au catalogue	Prix (\$) (Numéro / Abonnement)
BALANCE DES PAIEMENTS ET FLUX FINANCIERS			
Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières	novembre 2000	67-002-XIB	14 / 132
ENQUÊTES SPÉCIALES			
Évaluation de la littératie des adultes en Amérique du Nord : étude comparative internationale	1998	89-572-XIF	gratuit
Évaluation de la littératie des adultes en Amérique du Nord : étude comparative internationale	1998	89-572-XPFF	10
ÉTUDES ET ANALYSE MICROÉCONOMIQUES			
Croissance de la productivité au Canada	1961 à 1999	15-204-XIF	35
Croissance de la productivité au Canada	1961 à 1999	15-204-XPFF	46
FABRICATION, CONSTRUCTION ET ÉNERGIE			
Approvisionnement et disposition du pétrole brut et du gaz naturel	octobre 2000	26-006-XPB	19 / 186
Huiles et corps gras	décembre 2000	32-006-XIB	5 / 47
Livraisons des produits de chauffage à combustible solide	4 ^e trim. de 2000	25-002-XIB	6 / 19
Production et livraisons de tuyaux et tubes en acier	décembre 2000	41-011-XIB	5 / 47
Produits chimiques industriels et résines synthétiques	décembre 2000	46-002-XIB	5 / 47
Transport du pétrole brut et des produits pétroliers raffinés par pipeline	novembre 2000	55-001-XIB	9 / 86
INVESTISSEMENT ET STOCK DE CAPITAL			
Permis de bâtir	décembre 2000	64-001-XIB	19 / 186
MESURES ET ANALYSE DES INDUSTRIES			
L'horizon industriel sur CD-ROM	février 2001	15F0015XCB	995
STATISTIQUE DU TRAVAIL			
Emploi, gains et durée du travail	novembre 2000	72-002-XIB	24 / 240
Emploi, gains et durée du travail	novembre 2000	72-002-XPB	32 / 320
Information population active	janvier 2001	71-001-PIB	8 / 78
Information population active	janvier 2001	71-001-PPB	11 / 103
TRANSPORTS			
Le camionnage au Canada	1999	53-222-XIB	39

Les numéros au catalogue se terminant par -XIB ou -XIF représentent la version électronique sur Internet; -XMB ou -XMF, la version microfiche; -XPB ou -XPF, la version imprimée; -XDB, la version électronique sur disquette; et -XCB, celle sur CD-ROM. (La lettre B indique que le produit est bilingue et la lettre F signifie que le produit est en français.)

Note : Les prix des produits sont exprimés en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Pour commander les produits et services

Pour commander *Infomat* ou l'un ou l'autre des produits précités :

Ayez en main • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de carte VISA ou MasterCard.

Au Canada et à l'extérieur du Canada, composez : **(613) 951-7277** ou **1 800 267-6677**

Pour envoyer votre commande par télécopieur : **(613) 951-1584** ou **1 877 287-4369**

Courrier électronique : **order@statcan.ca**

Pour commander sur Internet : Allez sur le site Web de Statistique Canada à l'adresse www.statcan.ca sous la rubrique « Produits et services ».

Pour commander par la poste, écrivez à : Statistique Canada, Gestion de la circulation, 120, avenue Parkdale, Ottawa (Ontario), K1A 0T6.

Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada / Publications.

Les centres de consultation régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de l'annuaire téléphonique sous « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.

Changement d'adresse : Ayez en main votre numéro de compte et composez l'un des numéros ci-dessus.

Visitez Statistique Canada sur Internet en tout temps à l'adresse www.statcan.ca. La base de données CANSIM est accessible sous la rubrique « Produits et services ». Il est également possible de consulter divers tableaux sous la rubrique « Le Canada en statistiques ».